

COOPÉRATION

Les maires
de Lyon, Bamako
et Genève sont
les trois pères de
cet outil d'entraide.

LYON
DOMINIQUE CHOUET

Il aura fallu trois ans, ce qui pour ce genre de choses n'est pas une éternité, mais c'est fait: hier à l'Hôtel de Ville de Lyon, l'encore maire de cette ville, Raymond Barre, le maire de Bamako Ibrahima N'Diaye, et celui de Genève, Alain Vaissade, ont signé de leurs trois mains l'acte de naissance du Fonds international de solidarité des villes contre la pauvreté.

Sous les lambris dégoûnants d'or et rebrodés d'or par-dessus qui enguirlandent les intérieurs de l'opulent édifice conçu par Mansart, la chose avait un petit tour sur-réaliste. Il n'empêche: c'est la première fois que des villes et des organisations de ville s'entendent sur le plan mondial pour mettre à profit leurs expériences dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion. C'est la première fois, aussi, qu'elles se donnent à cet effet un instrument financier autonome, indépendant des Etats dont elles relèvent et des instances internationales.

Secrétariat à Genève

Ce fonds, dont la présidence a été confiée hier au conseiller administratif genevois Manuel Tornare, et dont l'ancien premier ministre français Barre a accepté d'être le président d'honneur, aura son secrétariat - très light - à Genève, ce qui ne manquera pas d'être favorable aux contacts avec les organisations plannétaires, ainsi qu'avec de potentiels bailleurs de fonds. Les réunions et assemblées générales du fonds, pour leur part, auront lieu à Lyon.

Les villes des pays industrialisés qui y adhèrent s'obligent à une souscription de 0,25 euro par habitant, payable en espèces ou en na-

ture, avec un seuil minimum de 15 000 euros. Pour les villes des pays en développement, l'Assemblée générale du fonds décidera de cas en cas de la nature et du montant de leur contribution. Dans l'immédiat, Genève versera 350 000 francs dès que son Conseil municipal aura béni cette demande et promet les loyaux services de certains de ses fonctionnaires; et Bamako offre des locaux. On espère que, d'ici à la fin de l'année, une quinzaine d'autres villes auront rejoint ce fonds, qui s'entend à plus long terme comme la hanse intercontinentale de la solidarité citadine.

Mais l'argent, dans l'optique de cette institution, n'est qu'un nerf de chair, c'est le savoir-faire, le transfert de solutions, le prêt de spécialistes. C'est aussi, relève le maire de Bamako, la naissance d'un forum où les collectivités du Sud pourront mieux faire comprendre leurs besoins. De ville à ville, on parle en fait plus ou moins le même langage.

Perspective à long terme

Raymond Barre voit dans ce fonds «un outil de proximité à fois permanent et ajustable, complémentaire aux autres instruments qui existent déjà». Le genre de coopération que ce fonds postule veut favoriser l'autonomie des partenari-

dans la conception de leurs politiques locales, et permettre la réalisation de projets innovants, directement sur le terrain, à fort impact social, et répondant à des besoins clairement identifiés et quantifiés. Le tout s'inscrit dans une perspective à long terme, dans l'idée que les cités du Sud y puisent les ressources nécessaires à une meilleure organisation de l'ensemble service public, et que les villes du Nord y redécouvrent les vertus d'un sens communautaire, d'une sociabilité que l'anonymat des cités modernes a passablement éteinte.

Les villes sont depuis longtemps devenues le lieu privilégié de la misère, et les effets pervers de la glo-

balisation s'y font de plus en plus lourdement sentir. Dans quelques années, une dizaine tout au plus, la moitié de toute la population des pays en développement vivra dans des villes dont il faut chercher à éviter qu'elles n'en deviennent complètement invivables. «Le réseau des Villes contre la pauvreté», dit Manuel Tornare qui aura été le moteur obstiné de cette action durant ces deux dernières années, «veut assurer aux cités du monde un développement économique sûr, stable et équitable, seul susceptible de faire reculer chômage, pauvreté et exclusion. Cet objectif est au moins aussi important que la réduction des déficits publics.» ■